

Larzac apprendre en marchant

Nous étions 30 à 40.000 samedi, à Paris, pour accueillir les paysans du Larzac. Sur leur longue route, ils ont appris beaucoup ; ils nous ont plus appris encore. Et la marche n'est pas finie

AU terme d'une si longue marche et au lendemain d'un samedi si fertile en émotions de toutes sortes, il est difficile de choisir une ou deux images-clés pour faire ressentir ce que l'on croit avoir compris ou senti soi-même de la dernière aventure des paysans du Larzac ; la dernière en date, bien sûr, qui s'achevait à Paris. Mais il en est deux, avant toute analyse, qui traduisent aussi les contradictions de cette journée que nous attendions avec fébrilité, qui révèlent probablement certaines de nos impuissances ou de nos échecs.

D'abord, ce petit groupe de marcheurs pénétrant dans Paris et fendant sous les applaudissements, la larme à l'œil, la foule des manifestants les attendant, boulevard Jourdan, pour qu'ils prennent la tête du défilé silencieux. Ensuite, cet étonnant corps à corps du service d'ordre de la Ligue Communiste, des militants des comités Larzac et des camarades du P.S.U. repoussant lentement, physiquement, le cordon des C.R.S. et de la police municipale, sous les jets de pierres et de bouteilles et dans la fumée des lacrymogènes. Pour éviter que la provocation de quelques irresponsables frappe trop durement les paysans, venus de si loin pour témoigner pacifiquement de leur lutte.

Et puis, justement, il y a encore cette remarque de Pierre Burguières, dimanche matin, expliquant que ces autonomes qui ont failli tout gâcher sont aussi partie du problème de société que les manifestants et les paysans du Larzac doivent avoir à cœur de résoudre. Après 710 kilomètres, lui, Pierre Burguières, il avait la volonté de ne pas les condamner. Une sacrée leçon.

CHOSSES VUES ET ENTENDUES...

● Mme Tarlier, lundi matin, contemplant son mari qui est sans conteste le plus... majestueux des paysans du Larzac : « Je me demande comment il a réussi, en marchant tous les jours, à prendre encore quelques kilogrammes. »

● Les paysans unanimes en traversant Evry-ville nouvelle et déserte — puis quelques banlieues plus rétros mais guère plus gaies : « **Qui s'étonnera, après nous avoir obligé à venir voir ça, que nous ayons plus envie que jamais de rester sur notre plateau.** »

● Léon Burguières à Vincennes, après le meeting de samedi soir : « **Vous êtes tous biens gentils, mais maintenant, je voudrais bien pouvoir respirer un peu. Vous faites comment pour vivre ici ?** »

● Un paysan du Larzac qu'un commissaire veut

impressionner sur « ses amis » en lui montrant des gros manches de pancartes saisis sur des manifestants sortant du métro : « **Bah, on en a des plus gros pour les brebis.** »

● Un gosse hurlant sur le bord du trottoir, juste après la porte d'Orléans : « **Maman, maman, je veux voir les moutons...** »

● Un commissaire de police à un solide gaillard arborant un badge de la Fédération anarchiste : « **Eh, amène-toi, on t'attend à la voiture...** »

● Le tribunal de Millau ayant quelques convocations à faire parvenir à des paysans du Larzac les a postés avec comme adresse : « **A l'attention des marcheurs du Larzac, aux bons soins des P.T.T.** » Les papiers ont été remis à leurs destinataires par un facteur aux environs de Moulins.

● Le maire de Paris avait interdit aux Vincennois d'installer un chapiteau à quelques mètres en dehors du terrain de l'Université. Le même soir, les jeunes R.P.R. avaient l'autorisation de tenir leur fête sur la pelouse de Reuilly, dans le même bois de Vincennes. ■

Leçon implicite pour tout le monde peut-être, puisque les milliers et milliers de gens qui se sont installés dans l'université de Vincennes à 7 heures du soir en sont repartis calmement, après chansons, discussions, musique, cinéma, théâtre et bal, au moment où les organisateurs leur ont demandé de le faire. Ils paraissaient même ne pas en vouloir aux quelques Vincennois qui ont eu le mauvais goût de profiter de la fête et de la rencontre entre gens menacés d'expulsion, pour vider quelques petites querelles internes qui paraissaient bien vaines auprès des questions posées par l'avenir de Paris VIII et par ce qui guette les expropriés du Larzac.

Au cours de cet après-midi, qu'il faut bien qualifier de mémorable, nous étions entre 30 et 40 000. Il fallait bien cela pour que les gens du Causse soient persuadés qu'ils ne s'étaient pas déplacés pour rien, pour que les provocations de la gent policière soient réduites à leur dimension minable, pour qu'une catastrophe ne détruise pas un mois de marche.

Quand on fait précéder une telle manifestation d'un cordon de C.R.S. et de policiers municipaux marchant à reculons entre la porte d'Orléans et la porte d'Italie, quand on a pris « la précaution » de truffer les éléments incontrôlés de quelques individus qui le sont beaucoup moins, on ne cherche certes pas l'apaisement. A tel point qu'à plusieurs reprises des policiers municipaux et aussi quelques C.R.S. ont engueulé leurs supérieurs, en leur demandant à



Les paysans du Larzac traversant Evry

« qui s'étonnera que nous avons plus envie que jamais de rester sur notre plateau ? »

quoi rimait cette tactique. Ce qui, parfois, se traduisait par une revendication simpliste : « **Ou bien on cogne, ou bien on se tire.** »

En effet : quand on amène en voiture quelques zozos lanceurs de pierres, quand on laisse passer sans rien dire à travers les rangs des forces de l'ordre un individu à béret vert qui vient de balancer son lot de bouteilles, on déroute vite un policier formé dans la haine du manifestant. Nouvelle version du réflexe de Pavlov, les flics lâchaient leurs grenades à chaque fois qu'un supérieur criait « **Caillou !** ». Même quand le caillou surgissait derrière le cordon de police. A ce propos il faut signaler que plusieurs confrères ont vu des policiers municipaux débarquer des caisses de cailloux en même temps que leur dotation en grenades...

Dernière touche à ce tableau de la provocation dont on ne finirait d'aligner les détails : vers 18 heures, alors que la manifestation était dispersée depuis près d'une demi-heure, les membres de la brigade motorisée de la police municipale, probablement frustrés de ne pas avoir été jeté dans la bataille avortée, ont « compensé » en ratonnant les passants du côté du métro Tolbiac, n'hésitant pas à descendre dans les couloirs, après avoir abandonné leurs machines, pour malmener les voyageurs.

ON DEMANDE LIVRETS MILITAIRES

Au cours de leur marche, les paysans ont récolté plus de 500 livrets militaires qu'ils se chargent, le moment venu, de faire parvenir au ministère de la Défense. A ce propos il faut savoir que le délit ne commence qu'au moment où l'on refuse de reprendre le livret militaire rapporté par le gendarme. Le Code de Service national de 1973, article L 133, prévoit de 400 à 10 000 francs d'amende et (ou) un mois à un an de prison. Les peines infligées à ce jour vont, selon les tribunaux, de 100 francs d'amende avec sursis à 1 500 francs ferme et, une ou deux fois, un mois de prison avec sursis.

Il ne vous reste plus, maintenant, qu'à décider si vous avez ou non les moyens de vous lancer dans l'aventure. L'adresse est la même que pour les sous. ■

COMME EN 36

Pour la première fois depuis 1936, le Canard Enchaîné avait appelé à la manifestation dans l'éditorial du numéro précédant l'arrivée des marcheurs à Paris. En conséquence de quoi la majeure partie des rédacteurs, des dessinateurs et des administratifs de l'hebdomadaire a défilé avec banderoles et pancartes. ■

Il n'y a rien de plus noir, au sens le plus idéologique du terme, que cette image des motocyclistes casqués rôdant et vrombissant à laww tombée de la nuit. A frissonner. Exit tous les provocateurs impuissants, et restent les paysans, solides et unis comme il y a 700 kilomètres, encore plus mûris et résolus par des milliers de rencontres et de contacts.

A l'occasion de l'un des premiers reportages sur le Larzac, il y a huit ans, j'avais rencontré certains d'entre eux. Burguières et Tarlier, par exemple. Je les retrouve à la fois, ce n'est pas facile à traduire, semblables et profondément métamorphosés. Comme — cette image plairait à Pierre Burguières — transcendés par tout ce qu'ils ont vécu, mais toujours résolument imperméables aux conseillers de l'extérieur, à tous ceux qui veulent s'approprier leur lutte. Ils écoutent, ils apprennent aussi, sans doute, mais ils restent eux-mêmes, décident eux-mêmes et vivent une démocratie authentique à l'intérieur de leurs groupes. Ce qui ne les empêche pas de sentir et de dire, ils ont insisté sur cet aspect de leur aventure lors de la conférence de presse de lundi, à quel point « les autres », la lutte et l'aide des autres les ont aidés.

Ce qui les a amenés à accueillir avec mépris le soupir hypocrite du directeur de cabinet de Bourges, le ministre de la Défense, qui les a reçus en leur expliquant que s'ils n'étaient pas « **entourés de tous ces gens** », les choses se passeraient bien mieux pour eux. Ce à quoi ils ont répondu : « **Et si nous étions venus à vingt-deux par le train, vous nous auriez reçu ?** »

Et, publiquement, les paysans ont tenu à remercier toutes les organisations politiques qui les ont aidés. Notamment celles qui se sont littéralement battues de la porte d'Orléans à la porte d'Italie pour que la manifestation ne tourne pas à la débandade.

Ils sont repartis sur une promesse : « nous ne nous faisons aucune illusion, la lutte est loin d'être gagnée et nous pouvons vous assurer que nous gardons en réserve quelques actions, quelques pressions pour atteindre notre but qui est de vivre et de travailler sur le plateau du Larzac. »

En ajoutant une dernière précision : « il est évident que nous continuerons à nous cramponner à notre principe de non-violence et que nous persistons à résister aux offres financières mirifiques que l'on fait miroiter devant nous pour nous inciter à baisser les bras. »

Ces gens-là sont décidément déroutants et on finit par comprendre l'inquiétude du pouvoir: en 1978, des individus qui s'obstinent à tourner le dos au fric et qui marchent à pied pour se faire connaître, c'est diabo-liquement révolutionnaire. Merci des leçons.

Claude-Marie VADROT ■

S.O.S... so

Au cours des réunions préparatoires à la manifestation de samedi, les représentants des socialistes parisiens ont joué les fiers-à-bras, assurant que pour le service d'ordre ils étaient les meilleurs. Allant même jusqu'à assurer que « casser du flic » ne leur ferait pas peur s'il fallait en arriver là. A la Porte d'Orléans ils ont donc d'autorité pris place en tête avec leur badge et leur rose. Au premier tir de grenades ils ont disparu pour ne plus revenir, beaucoup ayant pris la précaution de se débarrasser de leurs badges voyants. Et ce sont finalement les gens de la Ligue, des camarades du P.S.U. (pour une fois solidement et largement présent) et les Comités millerivois qui ont pris, sérieusement le relais.

On ose espérer qu'ils se sont faits discrets dans les dîners en villes pour raconter leur guerre, les camarades socialistes.

Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée

L'entrevue, très longue, de dimanche matin entre onze des marcheurs et le représentant d'Yvon Bourges les recevant en audience au nom du Président de la République, n'a rien réglé, en dépit des efforts de la propagande de la radio et de trop nombreux journaux. Les paysans ont, chacun leur tour, et en refusant le recours à un porte-parole, exposé leurs points de vue au directeur de cabinet du ministre. Ils l'ont écouté expliquer que les autorités allaient poursuivre le plus rapidement possible les expropriations et que l'on pourrait donc causer après et faire de la concertation pour trouver un compromis !

Les paysans ont beau se déclarer — sincèrement — satisfaits d'avoir été enfin reçus en tant que paysans du Larzac, ils ne sont pas naïfs au point de croire que des merveilles se cachent derrière la porte entrouverte. Des concertations, ils en ont déjà connues des tas dans le cadre de leur département, et elles n'ont débouché que sur la réitération, par les préfets et autres responsables, de la nécessité de faire le nouveau camp. La publicité du Comité Armée-Nation parue dans Le Monde de lundi est à cet égard fort révélatrice ; le camp doit se faire et l'armée a toujours été le meilleur garant de la protection de la nature, explique en substance ce pavé publicitaire auquel le maire de La Cavalerie, l'élu des commerçants et restaurateurs qui vivent des militaires, a donné son aval.

Ils sont donc sortis de l'entrevue en hausant les épaules et en disant « on verra bien », mais ils se préparent à résister physiquement et économiquement à l'asphyxie dont ils vont être les cibles : à partir du moment où leurs terrains ne seront plus « terres agricoles », ils perdront officiellement la qualité d'agriculteur. Ce qui les exclut de la Sécurité sociale agricole et les prive du recours au Crédit Agricole dont ils ont besoin pour se moderniser ou acheter du matériel. A tel point qu'ils envisagent de créer une sorte de « banque parallèle » pour asseoir leur résistance. Comme pour le reste, ils ont besoin d'aide, y compris d'aide financière. Et, lors de la conférence de presse, les paysans ont rappelé qu'il était encore possible (Mitterrand l'a fait samedi soir, après avoir réfléchi des années semble-t-il) de souscrire des parts du Groupement Foncier Agricole (1) dont la fonction est de compliquer les opérations d'expropriation de l'armée et de mettre à l'abri les parcelles de terrains qui bloquent la progression du camp.

Le Groupement Foncier Agricole fait toujours partie de la stratégie que les paysans du Larzac vont élaborer entre eux dans les jours qui viennent.

(1) Paysans du Larzac, B.P. 96, 12100 Millau.